

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES EMIS EN SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2002

Directeur de la publication : Bruno Suzzarelli  
Directrice adjointe : Isabelle Maréchal  
Rédacteur en chef : Pierre Bertrand  
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Yanne Brédillard, Claude Gardeur,  
Ernestine Gomis, Josiane Karkidès, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 €

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Délégation aux arts plastiques**

- Page 5 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2002 modifiant l'arrêté du 9 novembre 1999 relatif à la désignation des membres de la commission chargée d'examiner les candidatures à une allocation d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art.

### **Réunion des musées nationaux**

- Page 5 Décision du 12 septembre 2002 relative à la modification calendaire de l'accord concernant la carte Limoges Privilège.
- Page 6 Décision du 2 octobre 2002 relative à l'application du tarif réduit au musée national de céramique à Sèvres.
- Page 6 Décision du 6 octobre 2002 relative à l'association Les amis d'africultures et au musée des arts d'afrique et d'océanie.
- Page 6 Décision du 23 octobre 2002 relative aux étudiants de l'institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

### **Musée du Louvre**

- Page 6 Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé fichier d'adresses unique structuré (FAUST) ayant pour finalité l'envoi d'informations.
- Page 7 Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé Génome dont l'objet est la gestion des consultations médicales des agents du musée du Louvre.
- Page 7 Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé GMAO ayant pour finalité la gestion de la maintenance assistée par ordinateur.
- Page 8 Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé INSER ayant pour finalité la gestion de la formation.
- Page 8 Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé OSIRIS ayant pour finalité la gestion des congés, des absences et de l'affectation des agents du musée du Louvre.

- Page 9 Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour objet la gestion des réservations et des ventes de billets des clients de l'auditorium du Louvre.

**France télévision interactive**

- Page 10 Déclaration de création de sites internet -Déclaration de traitements de données personnelles mis en œuvre dans le cadre de sites internet.

**Mesures d'information**

- Page 12 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 23 **Réponses aux question écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

**Divers**

- Page 27 Dérogations au délai vidéo.
- Page 31 Bulletin d'abonnement.

# Mesures de publication et de signalisation

## DELEGATION AUX ARTS PLASTIQUES

**Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2002 modifiant l'arrêté du 9 novembre 1999 relatif à la désignation des membres de la commission chargée d'examiner les candidatures à une allocation d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art.**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 portant création du centre national des arts plastiques et notamment l'article 14,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1983, portant création d'une commission chargée d'examiner les candidatures à une bourse d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art, modifié par l'arrêté du 14 janvier 1991,

Vu l'arrêté du 9 novembre 1999, portant modification de la composition de la commission chargée d'examiner les candidatures à une allocation d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art,

Vu l'arrêté du 9 novembre 1999, portant désignation des membres de la commission chargée d'examiner les candidatures à une allocation d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'arts,

Vu le conseil d'administration du centre national des arts plastiques qui s'est tenu le 24 septembre 2002,

Sur proposition du délégué aux arts plastiques, président du centre national des arts plastiques,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés pour une durée de trois ans non immédiatement renouvelable les membres de la commission, chargés d'examiner les candidatures à une allocation d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art :

- Mme Elisabeth Mognetti, directrice du centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine à Marseille,

- Mme Anne Cartier-Bresson, conservateur à l'atelier de restauration et de conservation des photographies de la ville de Paris,

- Mme Sylvie Legrand-Rossi, conservateur au musée des arts décoratifs chargée de la conservation et de la restauration à l'union centrale des arts décoratifs.

**Art. 2.** - Le délégué aux arts plastiques, président du centre national des arts plastiques, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Le délégué aux arts plastiques,  
Guy Amsellem

## REUNION DES MUSEES NATIONAUX

**Décision du 12 septembre 2002 relative à la modification calendaire de l'accord concernant la carte Limoges Privilège.**

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision du directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1<sup>er</sup> juillet 1999,

Décide :

### Article unique

Compte tenu de la modification calendaire de l'accord relatif à la carte Limoges Privilège, la décision du conseil d'administration du 17 mai dernier est révisée par la présente décision.

Les porteurs de la carte Limoges Privilège ne bénéficient plus, à compter du 16 septembre 2002, de l'accès à tarif réduit aux collections permanentes du musée Adrien Dubouché à Limoges.

Pour le directeur des musées de France,  
Président du conseil d'administration  
de la réunion des musées nationaux :  
Le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

### **Décision du 2 octobre 2002 relative à l'application du tarif réduit au musée national de céramique à Sèvres.**

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision du directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1<sup>er</sup> juillet 1999,

Décide :

#### **Article unique**

Compte tenu de la fermeture de certaines salles du musée pour travaux de rénovation nécessaires à la mise en place de l'exposition *Les Della Robbia*, sculptures en terre cuite émaillée de la Renaissance italienne, qui aura lieu du 11 décembre 2002 au 10 mars 2003, le tarif réduit sera appliqué à l'ensemble des visiteurs, à compter du 3 octobre et jusqu'au 10 décembre 2002.

Pour le directeur des musées de France,  
Président du conseil d'administration  
de la réunion des musées nationaux :  
Le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

### **Décision du 6 octobre 2002 relative à l'association Les amis d'africultures et au musée des arts d'afrique et d'océanie.**

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision du directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1<sup>er</sup> juillet 1999,

Décide :

#### **Article unique**

Dans le cadre d'un partenariat entre l'association Les amis d'africultures et la réunion des musées nationaux, les adhérents à l'association bénéficient, sur simple présentation de leur carte d'adhérent, d'une place offerte pour une place achetée pour les expositions

*Boubou c'est chic* et *Mali photos* qui ont lieu au musée des arts d'afrique et d'océanie, du 9 octobre 2002 au 6 janvier 2003.

Pour le directeur des musées de France,  
Président du conseil d'administration  
de la réunion des musées nationaux :  
Le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

### **Décision du 23 octobre 2002 relative aux étudiants de l'institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).**

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90 1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la réunion des musées nationaux,

Vu la décision du directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à son président, du 1<sup>er</sup> juillet 1999,

Décide :

#### **Article unique**

A compter de ce jour, la gratuité d'accès aux collections permanentes et aux expositions temporaires du musée national des arts asiatiques - Guimet est accordée à l'ensemble des étudiants de l'institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) sur simple présentation de leur carte d'étudiant validée pour l'année en cours (cf. : specimen ci-joint).

Pour le directeur des musées de France,  
Président du conseil d'administration  
de la réunion des musées nationaux :  
Le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

*(La pièce jointe est disponible à la réunion des musées nationaux)*

## **MUSEE DU LOUVRE**

### **Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé fichier d'adresses unique structuré (FAUST) ayant pour finalité l'envoi d'informations.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de

l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 25 juillet 2002 portant le n° 805492,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé fichier d'adresses unique structuré (FAUST) ayant pour finalité l'envoi d'informations.

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : identité, sexe, fonction, qualité, titre, adresse postale personnelle et/ou professionnelle, téléphone, télécopie, adresse électronique, activité professionnelle, centres d'intérêt.

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont les départements et services du musée du Louvre.

Sauf opposition écrite de l'intéressé, les informations peuvent être communiquées à des tiers dans le strict cadre des missions du musée du Louvre.

**Art. 4.** - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du département ou service compétent du musée du Louvre, 34-36 quai du Louvre, 75058 Paris cedex 01.

**Art. 5.** - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

**Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé Génome dont l'objet est la gestion des consultations médicales des agents du musée du Louvre.**

Le président directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 17 juillet 2002 portant le n° 805481,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé Génome dont l'objet est la gestion des consultations médicales des agents du musée du Louvre

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes :

identité ;  
situation familiale ;  
situation militaire ;  
vie professionnelle ;  
déplacement des personnes ;  
santé.

Les informations traitées ne portent pas atteinte au secret médical.

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont :

le service médical du musée du Louvre ;  
le service informatique du musée du Louvre en tant qu'administrateur technique du fichier.

**Art. 4.** - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du service médical du musée du Louvre, 34-36 quai du Louvre, 75058 Paris cedex 01.

**Art. 5.** - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

**Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé GMAO ayant pour finalité la gestion de la maintenance assistée par ordinateur.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil

de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 13 août 2002 portant le n° 810329,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé GMAO ayant pour finalité la gestion de la maintenance assistée par ordinateur.

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : identité, vie professionnelle et déplacement des personnes.

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont :

la direction architecture-muséographie-technique ;

l'auditorium ;

l'entreprise de maintenance concernée ;

le prestataire extérieur.

**Art. 4.** - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès de la direction architecture-muséographie-technique du musée du Louvre, 34-36 quai du Louvre, 75058 Paris cedex 01.

**Art. 5.** - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

**Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé INSER ayant pour finalité la gestion de la formation.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 8 août 2002 portant le n° 805490,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé INSER ayant pour finalité la gestion de la formation.

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : nom, prénom, sexe, diplômes, langues étrangères pratiquées, service, fonction, grade, statut des stagiaires, ainsi que l'identité et les coordonnées professionnelles de l'organisme de formation.

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont :

le service de la formation du musée du Louvre ;

le service du personnel ;

les responsables hiérarchiques des stagiaires ;

le service informatique du musée du Louvre, en tant qu'administrateur technique du fichier ;

les organismes de formation (prestataires extérieurs).

**Art. 4.** - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du service formation du musée du Louvre, 34-36 quai du Louvre, 75058 Paris cedex 01.

**Art. 5.** - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

**Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives dénommé OSIRIS ayant pour finalité la gestion des congés, des absences et de l'affectation des agents du musée du Louvre.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;



Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 25 juillet 2002 portant le n° 805486,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé OSIRIS ayant pour finalité la gestion des congés, des absences et de l'affectation des agents du musée du Louvre.

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : nom, prénom, sexe, statut, grade, service, type de poste, fonction, dates de début et fin de la relation de travail, nature du contrat de travail, temps de travail (horaires, absences, congés, etc.).

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires sont les départements et services du musée du Louvre.

**Art. 4.** - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du service du personnel du musée du Louvre, 34-36 quai du Louvre, 75058 Paris cedex 01.

**Art. 5.** - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

**Décision du président-directeur du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour objet la gestion des réservations et des ventes de billets des clients de l'auditorium du Louvre.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 25 juillet 2002 portant le n° 805516,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'établissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé «billetterie SIRIUS» dont l'objet est la gestion des réservations et des ventes de billets des clients de l'auditorium du Louvre.

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : identité, adresse postale, téléphone, télécopie, adresse électronique, profession.

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont, dans la limite de leurs attributions :

Le service des relations avec le public de l'auditorium ;

les agents de caisse du musée du Louvre ;

la régie des recettes du musée du Louvre ;

l'agence comptable ;

le service informatique du musée du Louvre ;

le prestataire extérieur chargé de la mise en œuvre de la billetterie.

Sauf opposition écrite de l'intéressé, les informations enregistrées peuvent être communiquées à des tiers dans le stricte cadre des missions de l'auditorium du Louvre.

**Art. 4.** - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du service des relations avec le public de l'auditorium du Louvre, 101 rue de Rivoli, 75058 Paris cedex 01.

**Art. 5.** - Le président-directeur du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de la culture.

## FRANCE TELEVISION INTERACTIVE

### **Déclaration de création de sites internet - Déclaration de traitements de données personnelles mis en œuvre dans le cadre de sites internet.**

Décision de l'assemblée générale de FTVI pour transmission à la commission nationale de l'informatique et des libertés

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ensemble le décret n° 78-774 du 17 juillet modifié pris pour l'application de la loi du 6 janvier 1978 précitée,

France télévisions interactive (FTVI), groupement d'intérêt économique de France 2 et France 3, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro C 429606734, structure en charge des contenus et services interactifs de France 2 et France 3, et notamment de la gestion de leurs sites internet,

Déclare :

**1** - Il est créé à France télévisions interactive - dont le siège social est 1, boulevard Victor, Immeuble Le Barjac, 75015 Paris - une offre de sites internet accessibles à partir des adresses URL suivantes : [www.france2.fr](http://www.france2.fr), [www.france3.fr](http://www.france3.fr) et [www.francetv.fr](http://www.francetv.fr), dans le cadre de laquelle peuvent être mis en œuvre les traitements automatisés d'informations nominatives suivants :

- diffusion d'informations (organigrammes, fiches animateurs, etc.) relatives à des personnes appartenant au groupe France télévisions ;
- diffusion d'informations relatives à des personnes extérieures au groupe France télévisions (présentation de biographies, de curriculum vitae, de trombinoscopes, bourses d'échanges, annonces, etc.) ;
- mise en œuvre d'espaces de discussions (forums, etc.) ;
- collecte de données personnelles par le biais de formulaires : jeux, éventuels contenus ou services payants, inscription dans un annuaire, inscription dans une liste de diffusion, bourses d'échanges, annonces, participation à un jeu ou à un test, recueil de suggestions, meilleure connaissance de l'internaute, enquête en ligne ;
- mise en œuvre d'une collecte automatisée de données (éléments liés à la mesure d'audience et à l'identification des visiteurs pendant la durée de connexion au site) ;
- accès restreint à certains services du site (par exemple : services et jeux accessibles sur abonnement ou inscription préalable, exercice du droit d'accès).

**2** - Les catégories d'informations nominatives traitées peuvent être, s'agissant de :

- diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant au groupe France télévisions : identité, adresse, téléphone, e-mail, fonctions, curriculum vitae, photographie
- diffusion d'informations relatives à des personnes extérieures au groupe France télévisions : identité, adresse, téléphone, e-mail, fonctions, curriculum vitae, photographie
- mise en œuvre d'espaces de discussion : opinions, contributions, identification
- collecte de données personnelles par le biais de formulaires : identité, e-mail, date et lieu de naissance, goûts, loisirs, consommation de biens ou de services, informations sur l'équipement informatique, formation, curriculum vitae, profession, catégorie socio-professionnelle, photographie, téléphone, fax, adresse postale, situation familiale, références bancaires
- mise en œuvre d'une collecte automatisée de données : données informatiques relatives à la connexion
- accès restreint à certains services du site : identité, e-mail, date et lieu de naissance, goûts, loisirs, consommation de biens ou de services, informations sur l'équipement informatique, formation, curriculum vitae, profession, catégorie socio-professionnelle, photographie, téléphone, fax, adresse postale, situation familiale, références bancaires

**3** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont, s'agissant de :

- diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant au groupe France télévisions ou à des personnes extérieures au groupe : l'organisme déclarant et les visiteurs des sites internet
- mise en œuvre d'un espace de discussion : l'organisme déclarant et les visiteurs des sites internet
- collecte de données personnelles par le biais de formulaires : l'organisme déclarant, et le cas échéant, des partenaires extérieurs
- mise en œuvre d'une collecte automatisée de données : l'organisme déclarant, sa régie publicitaire et les organismes de mesure d'audience
- accès restreint à certains services du site : l'organisme déclarant et, le cas échéant, ses partenaires sur les services concernés

**4** - Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de l'organisme déclarant, par courrier ou courrier électronique. Les personnes disposent d'un droit d'opposition à la diffusion sur le site d'informations les concernant.

Le droit d'accès peut être exercé en ligne. L'organisme déclarant a désigné un service spécialement chargé de répondre aux questions relatives à la protection des données personnelles.

Les utilisateurs du site sont informés de leurs droits et de leurs modalités de rectification au moyen, le cas échéant, de mentions figurant au sein des pages des sites donnant lieu à une collecte d'informations.

Les espaces de discussion (forums) comportent un modérateur chargé de supprimer les contributions susceptibles d'engager la responsabilité de l'organisme

déclarant ou de porter atteinte à la considération ou à l'intimité de la vie privée d'un tiers (article 226-21 du code pénal). Les participants à ces espaces de discussion en sont informés.

Les traitements déclarés dans le cadre de ces sites ne sont pas mis en relation avec d'autres traitements déjà déclarés par l'organisme déclarant ou par ses membres.

Approuvé le 3 avril 2002 par l'assemblée générale de France télévisions interactive.

---

---

# Mesures d'information

## Relevés de textes parus au Journal officiel

### SEPTEMBRE 2002

#### JO n° 204 du 1<sup>er</sup> septembre 2002

##### Economie, finances et industrie

Page 14537 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 22 au 26 juillet 2002 (Gestion 2002) (culture, titres III et V).

##### Ecologie et développement durable

Page 14552 Décret du 30 août 2002 portant classement d'un site (vallée de la Sénancole et abbaye de Sénanque sur le territoire de la commune de Gordes (Vaucluse)).

#### JO n° 205 des 2 et 3 septembre 2002

##### Economie, finances et industrie

Page 14604 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 juillet 2002 (Gestion 2002) (culture, titre V).

##### Culture

Page 14628 Arrêté du 22 août 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 aux concours (externes et internes) pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 14634 Arrêté du 12 juillet 2002 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Uffler Anne-Marie).

Page 14634 Arrêté du 22 août 2002 portant nomination d'un représentant de l'Etat au conseil de surveillance de la société ARTE-France (Mme Geny-Stéphann Delphine).

#### JO n° 206 du 4 septembre 2002

##### Economie, finances et industrie

Page 14678 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 15 au 19 juillet 2002 (Gestion 2002) (culture, titres III et V).

##### Culture

Page 14709 Arrêté du 27 août 2002 modifiant l'arrêté du 6 juin 2002 portant nomination des correcteurs spécialisés pour les épreuves de langues des concours

externes et interne d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2002 (Mme Bonardi Françoise remplace Mme Alliot Bénédicte).

#### JO n° 207 du 5 septembre 2002

##### Intérieur

Page 14759 Arrêté du 6 août 2002 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

##### Culture

Page 14775 Arrêté du 29 août 2002 relatif à la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le musée d'Orsay.

##### Affaires sociales, travail et solidarité

Page 14776 Arrêté du 22 août 2002 portant nomination à la commission de gestion de la caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris.

##### Culture

Page 14782 Décret du 30 août 2002 portant nomination et titularisation (conservateurs du patrimoine) (MM. Cranga Yves et Maheux Hubert).

Page 14782 Arrêté du 26 juin 2002 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (photographie : M. Bajac Quentin).

##### Conventions collectives

Page 14783 Arrêté du 27 août 2002 portant extension d'un avenant conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

#### JO n° 208 du 6 septembre 2002

##### Culture

Page 14837 Arrêté du 22 août 2002 portant délégation de signature (M. Suzzarelli Bruno).

Page 14838 Arrêté du 29 août 2002 portant modification de la composition de la commission administrative paritaire ministérielle.

Page 14842 Arrêté du 6 août 2002 portant admission à la retraite (architectes en chef des bâtiments civils et palais nationaux) (M. Schoebel Bernard).

Page 14843 Arrêté du 12 août 2002 portant admission à la retraite (vérificateurs des monuments historiques) (M. Tomasina Fernand).

**JO n° 209 du 7 septembre 2002****Intérieur**

Page 14862 Décret du 6 septembre 2002 déclarant d'utilité publique les acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation d'un parking situé à l'ouest de l'abbaye de l'Escaladieu, classée parmi les monuments historiques, sise sur le territoire de la commune de Bonnemazon (Hautes-Pyrénées).

**Culture**

Page 14870 Décret du 6 septembre 2002 portant délégation de signature (M. Ferragne André).  
Page 14874 Décret du 5 septembre 2002 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Hébert Jean-François).

**JO n° 210 du 8 septembre 2002****Culture**

Page 14903 Arrêté du 28 août 2002 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines en service à compétence nationale.

**JO n° 211 des 9 et 10 septembre 2002****Culture**

Page 14994 Arrêté du 2 septembre 2002 relatif aux droits de scolarité, d'examen et aux bourses de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.  
Page 14995 Arrêté du 2 septembre 2002 fixant pour l'année 2002-2003 les taux des droits de scolarité, d'examen et d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la culture et de la communication.  
Page 15001 Arrêté du 29 août 2002 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Hiegel Charles).  
Page 15001 Décision du 19 juillet 2002 portant nomination à la commission chargée de donner un avis pour l'octroi d'aides à la production cinématographique des pays en développement.

**JO n° 212 du 11 septembre 2002****Economie, finances et industrie**

Page 15036 Arrêté du 6 septembre 2002 portant transfert de crédits (Tableau A : culture, titre V).  
Page 15038 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 29 juillet au 2 août 2002 (Gestion 2002) (culture, titres III et V).

**Culture**

Page 15053 Arrêté du 2 septembre 2002 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques à raison de la commercialisation de ces œuvres

sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 15053 Arrêté du 2 septembre 2002 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat alloué aux entreprises d'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

**JO n° 213 du 12 septembre 2002****Justice**

Page 15087 Tableau récapitulatif des décisions du conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques du deuxième trimestre 2002 (agrément, et retraits d'agrément, de sociétés de ventes et d'experts).

**JO n° 214 du 13 septembre 2002****Premier ministre**

Page 15127 Arrêté du 12 septembre 2002 relatif au comité du service public de la diffusion du droit par l'internet [Légifrance : juridictions, ministères et services représentés].

**Economie, finances et industrie**

Page 15139 Arrêté du 3 septembre 2002 portant répartition de crédits (Tableau B : culture, titres III et V).

**Culture**

Page 15148 Décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.  
Page 15149 Arrêté du 10 septembre 2002 fixant les règles de fonctionnement et de constitution des commissions instituées par le décret n° 2001-834 du 12 septembre 2001 relatif à la reconnaissance de l'expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou diplômes requises pour se présenter aux concours et examens professionnels réservés organisés en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001.  
Page 15150 Arrêté du 10 septembre 2002 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des concours réservés d'accès au corps des attachés de services déconcentrés prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative

à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Page 15151 Arrêté du 10 septembre 2002 fixant les règles générales d'organisation et la nature des épreuves des concours réservés d'accès aux corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Page 15152 Arrêté du 10 septembre 2002 fixant les règles générales d'organisation et la nature des épreuves des concours réservés d'accès au corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Page 15152 Arrêté du 10 septembre 2002 fixant les règles générales d'organisation et la nature des épreuves des concours réservés d'accès au corps des secrétaires de documentation prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

#### **Premier ministre**

Décret du 12 septembre 2002 portant nomination du directeur du développement des médias (M. Seban Alain).

#### **Culture**

Page 15156 Décret du 12 septembre 2002 portant nomination du directeur de l'Ecole du Louvre (M. Durey Philippe).

Page 15156 Décret du 12 septembre 2002 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Bonhomme Alain).

Page 15156 Arrêté du 3 septembre 2002 portant nomination au comité technique paritaire de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

### **JO n° 215 du 14 septembre 2002**

#### **Culture**

Page 15218 Arrêté du 20 août 2002 portant radiation (architectes en chef des bâtiments civils et des palais nationaux) (M. Poncabarre Jean-Pierre).

### **JO n° 216 du 15 septembre 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 15265 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 5 au 9 août 2002 (Gestion 2002) (culture, titres III et V).

### **JO n° 217 du 17 septembre 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 15265 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 12 au 16 août 2002 (Gestion 2002) (culture, titres III et V).

#### **Culture**

Page 15311 Arrêté du 13 septembre 2002 fixant les règles générales d'organisation et la nature des épreuves des concours réservés d'accès au corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Page 15312 Arrêté du 13 septembre 2002 fixant les règles générales d'organisation et la nature des épreuves des concours réservés d'accès au corps des techniciens d'art prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Page 15313 Arrêté du 13 septembre 2002 fixant les règles générales d'organisation et la nature des épreuves des concours réservés d'accès au corps des chefs de travaux d'art prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-1156 du 10 septembre 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat des catégories A et B réservés à certains agents non titulaires au titre du ministère de la culture et de la communication, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Page 15319 Décret du 16 septembre 2002 portant nomination du président du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Colling Daniel).

### **JO n° 218 du 18 septembre 2002**

#### **Culture**

Page 15370 Décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 relatif aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie Réglementaire du code général des collectivités territoriales.

Page 15373 Décret n° 2002-1173 du 16 septembre 2002 portant intégration des personnels du corps des téléphonistes du ministère de la culture et de la communication dans les corps d'adjoints administratifs d'administration centrale et d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication.

Page 15374 Décret n° 2002-1174 du 16 septembre 2002 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

#### **Premier ministre**

Page 15375 Arrêté du 17 septembre 2002 portant nomination du président du comité du service public de la diffusion du droit par l'internet (M. Laprade Martin).

Page 15375 Arrêté du 17 septembre 2002 portant nomination des personnalités qualifiées appelées à siéger au comité du service public de la diffusion du droit par l'internet.

#### **Conventions collectives**

Page 15385 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 15385 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets

d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **JO n° 219 du 19 septembre 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 15418 Décret n° 2002-1179 du 17 septembre 2002 portant annulation de crédits (culture : titre V).

#### **Culture**

Page 15433 Arrêté du 26 août 2002 portant affectation à titre définitif au ministère de la culture et de la communication et attribution à titre de dotation au profit de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles de divers ensembles immobiliers domaniaux sis à Versailles (Yvelines) [Camp des Mortemets].

Page 15433 Arrêté du 28 août 2002 portant affectation définitive au profit du ministère de la culture et de la communication d'un ensemble immobilier domanial sis à Châlons-en-Champagne (Marne) [ensemble dépendant de la caserne Chanzy].

Page 15433 Arrêté du 6 septembre 2002 relatif à l'insaisissabilité des biens culturels (exposition à Paris : *Picabia*).

Page 15439 Listes modificatives des listes des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 220 du 20 septembre 2002**

#### **Culture**

Page 15512 Décret n° 2002-1185 du 18 septembre 2002 modifiant le décret n° 92-445 du 15 mai 1992 concernant l'accès des mineurs aux salles de cinéma.

Page 15512 Décret n° 2002-1186 du 18 septembre 2002 modifiant le décret n° 93-96 du 25 janvier 1993 portant création de l'Etablissement public du parc et de la grande halle de La Villette.

Page 15520 Décret du 19 septembre 2002 portant nomination du directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (M. Peduzzi Richard).

### **JO n° 221 du 21 septembre 2002**

#### **Intérieur**

Page 15561 Arrêté du 28 août 2002 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (association : Société linnéenne de Lyon).

#### **Culture**

Page 15650 Décret du 20 septembre 2002 portant délégation de signature (M. Suzzarelli Bruno).

Page 15666 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2002 portant nomination d'un suppléant de la régie d'avances et de recettes de la direction des Archives de France et des Archives nationales (M. Viozelange Bernard).

Page 15666 Arrêté du 3 septembre 2002 portant admission à la retraite (administration centrale) (M. Korchia Robert).

Page 15666 Décision du 3 septembre 2002 portant nomination à la commission du soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

#### **Conventions collectives**

Page 15667 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 15667 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 15667 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 15668 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **JO n° 222 du 22 septembre 2002**

#### **Jeunesse, éducation et recherche**

Page 15702 Arrêté du 20 septembre 2002 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

#### **Culture**

Page 15712 Arrêté du 19 septembre 2002 portant ouverture de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale du ministère de la culture et de la communication organisé au titre de l'année 2002.

Page 15723 Arrêté du 12 septembre 2002 portant nomination au conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel.

Page 15723 Arrêté du 13 septembre 2002 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (M. Van Dam Jean-Claude).

### **JO n° 223 des 23 et 24 septembre 2002**

#### **Premier ministre**

Page 15745 Décret n° 2002-1191 du 20 septembre 2002 fixant les tarifs des abonnements et des prix de vente au numéro des publications éditées par la Direction des Journaux officiels.

Page 15746 Décret n° 2002-1192 du 20 septembre 2002

fixant le tarif des insertions au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales.

Page 15747 Décret n° 2002-1193 du 20 septembre 2002 fixant le tarif des insertions au Bulletin des annonces légales obligatoires.

Page 15747 Décret n° 2002-1194 du 20 septembre 2002 fixant le tarif des annonces et insertions au Journal officiel.

#### **Culture**

Page 15762 Arrêté du 12 septembre 2002 portant suppression d'une régie d'avances auprès du secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle.

Page 15762 Arrêté du 19 septembre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Chevaux et cavaliers arabes dans l'art d'Orient et d'Occident*).

Page 15762 Arrêté du 19 septembre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Visions secrètes de VE Dalaï Lama, rituels tibétains*).

Page 15762 Arrêtés du 19 septembre 2002 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Nice : *Pouvoir et désir, miniatures indiennes du musée de San Diego*).

Page 15762 Arrêté du 19 septembre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Les grands ateliers de Nicolas de Stael*).

Page 15775 Arrêté du 13 septembre 2002 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Mme Chateanay-Dolto Véronique).

### **JO n° 224 du 25 septembre 2002**

#### **Culture**

Page 15824 Décret du 23 septembre 2002 portant délégation de signature (M. Seban Alain).

Page 15825 Arrêté du 16 septembre 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 aux concours pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

### **JO n° 225 du 26 septembre 2002**

#### **Culture**

Page 15895 Décret du 24 septembre 2002 portant nomination dans les conseils d'administration de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme France 2, France 3 et La Cinquième (M. Seban Alain).

Page 15895 Décret du 24 septembre 2002 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France (M. Seban Alain).

Page 15895 Arrêté du 13 septembre 2002 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture (M. Gallay Olivier).

Page 15895 Arrêtés du 13 septembre 2002 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en



France (MM. Attie Jorge, Gomez Axel, Mme Frenzel-Moubarik Farida).

Page 15895 Arrêté du 17 septembre 2002 portant nomination (Institut national du patrimoine) (Mme Brandt-Grau Astrid).

Page 15895 Décision du 12 septembre 2002 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la distribution d'œuvres cinématographiques.

## **JO n° 226 du 27 septembre 2002**

### **Culture**

Page 15936 Arrêté du 29 août 2002 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Page 15936 Arrêté du 16 septembre 2002 relatif à la reconnaissance des établissements d'enseignement artistique (Institut de formation professionnelle Rick Odums à Paris).

Page 15942 Arrêté du 29 août 2002 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Le Roux Charles).

## **JO n° 227 du 28 septembre 2002**

### **Premier ministre**

Page 15969 Arrêté du 27 septembre 2002 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'Ecole nationale d'administration achevant leur scolarité en 2003 (culture : 1 poste).

Page 15970 Arrêté du 27 septembre 2002 portant répartition dans les administrations centrales de l'Etat des emplois d'administrateurs civils à pourvoir par le recrutement au tour extérieur au titre de l'année 2002 (culture : 1 poste).

### **Economie, finances et industrie**

Page 15990 Arrêté du 20 septembre 2002 portant répartition de crédits (Tableau B, culture : titre V).

Page 15990 Arrêté du 20 septembre 2002 portant transfert de crédits (culture : Tableau A, titre III et Tableau C, rémunérations principales).

### **Culture**

Page 16008 Arrêté du 23 septembre 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité " Bâtiments de France " (femmes et hommes), du ministère de la culture et de la communication.

Page 16008 Arrêté du 23 septembre 2002 modifiant l'arrêté du 8 août 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de

la communication.

Page 16008 Arrêté du 24 septembre 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 au concours interne réservé pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 16008 Arrêté du 24 septembre 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 au concours interne réservé pour le recrutement de secrétaires administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

### **Premier ministre**

Page 16009 Arrêté du 26 septembre 2002 portant nomination aux formations spéciales du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (dont culture, membre titulaire de la commission des statuts et de la commission des recours : Mme Rialle-Salaber Geneviève ; membre suppléant de la commission de la formation professionnelle et de la promotion sociale : M. Langlois Dominique) ; membre suppléant de la commission centrale de l'hygiène et de la sécurité : Mme Huault Françoise).

### **Fonction publique**

Page 16020 Décret du 26 septembre 2002 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (culture : M. Suzzarelli Bruno, Mme Rialle-Salaber Geneviève).

## **JO n° 228 du 29 septembre 2002**

### **Economie, finances et industrie**

Page 16062 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 19 au 23 août 2002 (Gestion 2002) (Culture, titre V : patrimoine monumental).

## **OCTOBRE 2002**

## **JO n° 229 des 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2002**

### **Culture**

Page 16195 Arrêté du 23 septembre 2002 portant nomination de l'administrateur général de la Réunion des musées nationaux (Mme Aurand Sophie).

Page 16195 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

## **JO n° 230 du 2 octobre 2002**

### **Culture**

Page 16270 Arrêté du 27 septembre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition : *Matthew Barney*).

**JO n° 231 du 3 octobre 2002****Culture**

Page 16367 Décret du 1<sup>er</sup> octobre 2002 portant nomination (inspection générale de la création et des enseignements artistiques) (Mme Dubois Danuta).

Page 16367 Décret du 2 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (Mme Franceschini Laurence).

Page 16367 Arrêté du 23 septembre 2002 portant fin de fonctions (directions régionales des affaires culturelles) (Mme Tarsot-Gillery Sylviane).

**Conventions collectives**

Page 16371 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Page 16371 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

**JO n° 232 du 4 octobre 2002****Culture**

Page 16416 Arrêté du 25 septembre 2002 portant révision des charges de la donation consentie par Mme Dujardin, veuve Henner.

Page 16416 Arrêté du 25 septembre 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement de chargés d'études documentaires (femmes et hommes).

Page 16416 Arrêté du 27 septembre 2002 autorisant au titre de l'année 2003 l'ouverture d'un concours réservé pour le recrutement de chargés d'études documentaires (femmes et hommes).

**Fonction publique,[...] et aménagement du territoire**

Page 16417 Arrêté du 23 septembre 2002 fixant le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement au titre de l'année 2002 d'architectes et urbanistes-élèves de l'Etat et à l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat.

**Culture**

Page 16429 Décision du 19 septembre 2002 portant nomination du président et des membres de la commission des prix de qualité prévue à l'article 92 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 (dont Mmes Amari Raja, présidente, et Florent Mima, vice-présidente).

Page 16429 Décision du 19 septembre 2002 portant nomination à la commission prévue par l'arrêté du 22 juin 1998 portant application de l'article 11 du décret n° 67-356 du 21 avril 1967 relatif au soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des théâtres cinématographiques (dont M. Charpillon Jacques, président).

**JO n° 233 du 5 octobre 2002,****Economie, finances et industrie**

Page 16492 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 avril 2002 (Gestion 2002) (rectificatif).

**Culture**

Page 16503 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Modigliani*).

Page 16503 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Gauguin et l'école de Pont-Aven*).

Page 16503 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Toulouse : *La conquête de l'air*).

Page 16512 Arrêté du 10 septembre 2002 portant détachement (administrateurs civils) (M. Bamberger Manuel).

Page 16512 Arrêté du 10 septembre 2002 maintenant en détachement (administrateurs civils) (Mme Magnant Anne).

Page 16512 Arrêté du 26 septembre 2002 modifiant l'arrêté du 30 avril 2001 modifié portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M. Vogel Louis, Mme Ombredanne Marie-Pierre).

**JO n° 234 du 6 octobre 2002****Economie, finances et industrie**

Page 16566 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 26 au 30 août 2002 (Gestion 2002) (Culture, titre V : patrimoine monumental).

**Culture**

Page 16576 Arrêté du 4 octobre 2002 portant nomination (administration centrale) (Mme Rialle-Salaber Geneviève).

**JO n° 235 des 7 et 8 octobre 2002****Culture**

Page 16617 Arrêté du 26 septembre 2002 modifiant l'arrêté du 3 mai 2002 portant nomination au conseil d'administration du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz.

Page 16617 Décision du 25 septembre 2002 portant nomination à la commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur l'agrément des œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure (M. Kods David).

**Conventions collectives**

Page 16618 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Basse-Normandie)

conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16618 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16618 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16619 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16619 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16619 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16620 Arrêté du 24 septembre 2002 portant extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

## **JO n° 237 du 10 octobre 2002**

### **Economie, finances et industrie**

Page 16732 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 2 au 6 septembre 2002 (Gestion 2002) (Culture, titre V : patrimoine monumental).

### **Culture**

Page 16768 Arrêté du 26 septembre 2002 portant nomination au comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Page 16768 Arrêté du 2 octobre 2002 portant nomination de maîtres d'art.

Page 16768 Arrêté du 2 octobre 2002 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Munz Manuel).

## **JO n° 238 du 11 octobre 2002**

### **Premier ministre**

Page 16800 Décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002 relatif à l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires attribuée aux agents du corps des conducteurs automobiles et chefs de garage.

Page 16801 Arrêté du 4 octobre 2002 fixant les montants de l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires attribuée aux

agents du corps des conducteurs automobiles et chefs de garage.

Page 16801 Arrêté du 9 octobre 2002 relatif au site internet de Légifrance.

### **Culture**

Page 16813 Arrêté du 16 septembre 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 au concours interne réservé pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

### **Fonction publique**

Page 16813 Arrêté du 8 octobre 2002 portant ouverture en 2003 des épreuves pour l'accès au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Page 16814 Arrêté du 8 octobre 2002 portant ouverture en 2003 d'une épreuve pour l'accès au cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

### **Culture**

Page 16820 Décret du 10 octobre 2002 portant nomination du président de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Hébert Jean-François).

Page 16820 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de restaurateur du patrimoine au titre de l'année 2002.

## **JO n° 239 du 12 octobre 2002**

### **Affaires sociales, travail et solidarité**

Page 16885 Arrêté du 3 octobre 2002 complétant l'arrêté du 17 juin 1980 portant homologation de titres et de diplômes de l'enseignement technologique (pp. 16897-16898, diplômes présentés par le ministère de la culture et de la communication ; par ailleurs, il est mis fin (p. 16905) au plus tard à la date du 31 décembre 2003 à l'homologation du titre du cycle supérieur de l'Institut supérieur de management culturel (SMC) de Paris).

### **Culture**

Page 16943 Arrêté du 2 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration du Théâtre national de Strasbourg (M. Payot Daniel).

Page 16943 Arrêté du 2 octobre 2002 portant nomination au conseil de surveillance de la société Arte-France (Mme Franceschini Laurence).

Page 16943 Arrêté du 3 octobre 2002 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (MM. Seban Alain et Phéline Christian, Mmes Cavazzi Geneviève et Sommerard Anne).

### **Conventions collectives**

Page 16950 Arrêté du 2 octobre 2002 portant élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective

nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 16950 Arrêté du 2 octobre 2002 portant élargissement d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 16952 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

## **JO n° 241 du 15 octobre 2002**

### **Intérieur**

Page 17024 Arrêté du 4 octobre 2002 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (Fondation Louis Voulard à Avignon).

### **Economie, finances et industrie**

Page 17030 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 9 au 13 septembre 2002 (Gestion 2002) (Culture, titres III et V).

### **Culture**

Page 17041 Arrêté du 7 octobre 2002 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14[5]<sup>o</sup> du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985).

Page 17050 Décret du 11 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Réseau France outre-mer (Mme Franceschini Laurence).

## **JO n° 242 du 16 octobre 2002**

### **Premier ministre**

Page 17080 Décret n° 2002-1255 du 9 octobre 2002 modifiant le décret n° 91-783 du 1<sup>er</sup> août 1991 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'assistants de service social des administrations de l'Etat.

### **Fonction publique**

Page 17098 Arrêté du 11 octobre 2002 fixant les règles d'organisation générale des concours pour le recrutement d'assistantes et d'assistants de service social des administrations de l'Etat.

Page 17105 Arrêté du 8 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 14 juin 2002 portant nomination de correcteurs extérieurs et d'examineurs spéciaux des concours externe, interne et du troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration de 2002.  
Page 17105 Arrêté du 8 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 6 août 2002 portant nomination de correcteurs extérieurs et d'examineurs spéciaux des concours externe, interne et du troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration de 2002.

## **JO n° 243 du 17 octobre 2002**

### **Economie, finances et industrie**

Page 17214 Décret du 15 octobre 2002 portant annulation de crédits (culture, titre V : patrimoine monumental).

### **Culture**

Page 17221 Arrêté du 9 octobre 2002 relatif aux modalités d'organisation des concours de recrutement d'adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage.

### **Fonction publique**

Page 17222 Arrêté du 14 octobre 2002 fixant le montant de l'indemnité de formation allouée aux élèves de l'Ecole nationale d'administration.

Page 17227 Arrêté du 16 octobre 2002 portant nomination (administration centrale) (M. Geffré Philippe).

### **Conventions collectives**

Page 17231 Arrêté du 7 octobre 2002 portant élargissement d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17233 Arrêté du 7 octobre 2002 portant élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17233 Arrêté du 7 octobre 2002 portant élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17234 Arrêté du 7 octobre 2002 portant élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17234 Arrêté du 7 octobre 2002 portant élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

## **JO n° 244 du 18 octobre 2002**

### **Culture**

Page 17307 Décret n° 2002-1268 du 11 octobre 2002 modifiant le décret n° 96-1119 du 20 décembre 1996 relatif à l'implantation de certains équipements cinématographiques, à la commission départementale d'équipement cinématographique et à la Commission nationale d'équipement commercial siégeant en matière cinématographique et le décret n° 83-13 du

10 janvier 1983 portant application des dispositions de l'article 90 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relatif à la programmation des œuvres cinématographiques en salle.

#### **Fonction publique**

Page 17308 Arrêté du 3 octobre 2002 fixant les modalités d'application du décret n° 72-1972 relatif à certaines conditions d'accès à la préparation directe aux concours externes d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

#### **Culture**

Page 17315 Décret du 16 octobre 2002 portant nomination du directeur du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Masure Antoine).  
Page 17315 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2002 portant nomination au cabinet du ministre (Mme Tardivier-Henrot Nelly).

### **JO n° 245 du 19 octobre 2002**

#### **Fonction publique**

Page 17373 Arrêté du 8 octobre 2002 modifiant le nombre de postes ouverts aux concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois de professeur territorial d'enseignement artistique, spécialités musique, danse, art dramatique et arts plastiques (session 2002).

#### **Culture**

Page 17386 Liste modifiant des listes d'élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 247 des 21 et 22 octobre 2002**

#### **Culture**

Page 17497 Arrêté du 2 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon (M. Huertas Jean-Marc).  
Page 17497 Arrêté du 18 octobre 2002 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès d'un groupement d'intérêt public (Mme Richet Christine).

### **JO n° 248 du 23 octobre 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 17541 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 16 au 20 septembre 2002 (Gestion 2002) (Culture, titres III et V).

#### **Culture**

Page 17562 Arrêté du 3 octobre 2002 portant nomination à la commission consultative de la formation des paysagistes DPLG.

### **JO n° 249 du 24 octobre 2002**

Page 17599 Loi n° 2002-1276 du 23 octobre 2002 portant règlement définitif du budget de 2001.

#### **Culture**

Page 17625 Arrêté du 9 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (M. Bayle Laurent).  
Page 17625 Arrêté du 14 octobre 2002 portant nomination à la Commission nationale de qualification des architectes (MM. Heraud André et Cantal-Dupart Michel, titulaires ; MM. Bedeau Denis et Plaze Jean-François, suppléants).  
Page 17625 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

### **JO n° 250 du 25 octobre 2002**

#### **Culture**

Page 17703 Décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples.  
Page 17724 Décret du 24 octobre 2002 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Bortolussi Pierre).  
Page 17724 Décision du 18 octobre 2002 portant nomination à la commission du soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée (Mme Paris Jocelyne).

### **JO n° 251 du 26 octobre 2002**

#### **Culture**

Page 17795 Décret du 25 octobre 2002 portant délégation de signature (M. Suzzarelli Bruno).  
Page 17795 Arrêté du 17 octobre 2002 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (à un tableau d'Eugène Delacroix de 1842 : *L'éducation de la Vierge*).  
Page 17795 Arrêté du 17 octobre 2002 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (à une paire d'huiles sur toile de Giovanni Paolo Pannini de 1751 : *Le concert et Le bal*).  
Page 17795 Arrêté du 23 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 9 janvier 2002 portant création d'une régie d'avances auprès du cabinet du ministre de la culture et de la communication.

#### **Premier ministre**

Page 17802 Arrêté du 18 octobre 2002 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (culture : MM. Lombard Alain et Meurisse Jack).

**Culture**

Page 17807 Décret du 23 octobre 2002 portant nomination du président du conseil d'administration de la Cité de la musique (M. Billarant Jean-Philippe).

Page 17807 Arrêté du 18 octobre 2002 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant création d'une taxe parafiscale au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique (MM. Lenica Frédéric et Grether-Remondon Didier).

**Conventions collectives**

Page 17810 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17810 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17810 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17810 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 17811 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 252 du 27 octobre 2002****Culture**

Page 17861 Arrêté du 24 octobre 2002 fixant la liste des immeubles bâtis et non bâtis sur lesquels le service national des travaux assure des missions de maîtrise d'ouvrage en application de l'arrêté du 3 mai 2002 relatif au service national des travaux.

**JO n° 253 des 28 et 29 octobre 2002****Culture**

Page 17954 Arrêté du 21 octobre 2002 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (Mme Bizouarn Carol).

**JO n° 254 du 30 octobre 2002****Economie, finances et industrie**

Page 18005 Arrêté du 29 octobre 2002 portant répartition de crédits (culture, tableau B : titre III).

Page 18007 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 23 au 27 septembre 2002 (Gestion 2002) (Culture, titres III et V).

**Culture**

Page 18016 Arrêté du 21 octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *René Magritte*).

Page 18017 Arrêté du 21 octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Jean Fouquet de Tours, un maître de l'invention picturale au XVe siècle*).

Page 18021 Décret du 28 octobre 2002 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Mouton Benjamin à Paris-Belleville).

Page 18021 Arrêté du 15 octobre 2002 portant nomination au comité d'hygiène et de sécurité de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

**JO n° 255 du 31 octobre 2002****Equipelement**

Page 18088 Arrêté du 28 octobre 2002 fixant le montant de la prime de rendement allouée aux architectes et urbanistes de l'Etat.

Page 18088 Arrêté du 28 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 10 mars 1997 modifié fixant les montants de l'indemnité de fonction allouée aux architectes et urbanistes de l'Etat.

**Culture**

Page 18093 Arrêté du 24 octobre 2002 portant organisation du comité de pilotage du service national des travaux.

Page 18093 Arrêté du 24 octobre 2002 portant organisation de la commission chargée d'instruire les études et les projets relevant de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques du service national des travaux.

Page 18094 Arrêté du 29 octobre 2002 organisant une consultation électorale à l'Etablissement de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Page 18101 Arrêté du 23 octobre 2002 portant nomination et titularisation (administration centrale) (Melle Duteil Agnès).

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO n° 33 AN (Q) du 2 septembre 2002

Réponses aux questions de :

- M. Damien Alary sur la nécessité d'autoriser Radio France internationale (RFI) à émettre en fréquence modulée afin de permettre une réception aisée de ses émissions dans toute la France.

(Question n° 68-01.07.2002).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur l'espoir de la commune de Flévy (Lorraine) de voir mettre à l'étude, en réponse à sa demande, l'inscription à l'inventaire des monuments historiques du tombeau du docteur Friaque.

(Question n° 97-08.07.2002).

- M. Pascal Terrasse sur les dispositions qui permettront de pérenniser le financement des radios associatives qui craignent d'être privées de ressources à l'expiration, au 1<sup>er</sup> janvier 2003, du décret quinquennal d'application de la loi sur les ressources publicitaires.

(Question n° 654-22.07.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la future destination du Grand-Palais, actuellement en travaux.

(Question n° 873-22.07.2002).

#### JO n° 34 AN (Q) du 9 septembre 2002

Réponse à la question de :

- M. François Brottes sur le moyen de faciliter les démarches administratives des auteurs régionaux auto-édités, et d'inciter la presse et la télévision à davantage contribuer à la reconnaissance de ces œuvres.

(Question n° 906-29.07.2002).

#### JO n° 35 AN (Q) du 16 septembre 2002

Réponses aux questions de :

- M. Pierre Forgues sur une mesure nécessaire en faveur de la préservation et de la conservation des imprimés et des archives menacés par l'acidification du papier : l'utilisation de papier permanent pour les documents d'Etat.

(Question n° 1000-29.07.2002).

- M. Dominique Paillé sur le devenir du projet de réforme de la loi de 1977 sur l'architecture depuis la nouvelle concertation provoquée par les critiques des professionnels du bâtiment sur l'avant-projet.

(Question n° 1134-29.07.2002).

#### JO n° 37 AN (Q) du 30 septembre 2002

Réponses aux questions de :

- Mme Marcelle Ramonet sur les mesures en faveur des petites structures organisatrices de spectacles (associations, communes) qui leur permettraient de poursuivre leur mission d'animation sans léser les droits des auteurs inscrits à la SACEM.

(Question n° 275-08.07.2002).

- M. Jean Gaubert sur les résultats de la mission interministérielle devant examiner l'opportunité d'envisager l'instauration d'un prix unique pour le disque afin de protéger la création musicale des lois du marché.

(Question n° 398-15.07.2002).

- M. Léonce Deprez sur l'état actuel de concrétisation des propositions du rapport du 12 mars 2002 tendant à renforcer le contrôle des médias pour protéger les enfants de la violence et de la pornographie.

(Question n° 550-15.07.2002).

- M. Léonce Deprez sur les échéances de la révision, annoncée le 7 juin 2002, du projet du précédent gouvernement concernant la télévision numérique terrestre (TNT) en concertation avec le CSA.

(Question n° 554-15.07.2002).

- M. Dominique Richard sur l'opportunité de lier à l'octroi du label "orchestre national" le niveau des aides de l'Etat afin de permettre l'harmonisation de la rémunération des personnels de ces orchestres.

(Question n° 789-22.07.2002).

- Mme Anne-Marie Idrac sur la nécessité de faire appliquer les dispositions législatives existantes (loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication modifiée (art. 15) et article 227-24 du nouveau code pénal) permettant de contrôler et prévenir la violence et la pornographie à la télévision, et si la solution consisterait en un renforcement du rôle du CSA.

(Question n° 957-29.07.2002).

- M. Thierry Mariani sur les informations connues du ministre à propos de la gestion contestée du centre d'art contemporain du Crestet (Vaucluse), si elles permettent de déterminer si des irrégularités ont été commises, et sur les mesures qui seront prises pour sanctionner ou pour innocenter les administrateurs de ce centre.

(Question n° 1650-12.08.2002).

**JO n° 38 AN (Q) du 7 octobre 2002**

Réponse à la question de :

- M. Emile Blessig sur les aides de l'Etat qui seront mises en œuvre pour soutenir l'activité des radios indépendantes nécessaires à l'équilibre du paysage radiophonique, ces petits opérateurs locaux ayant besoin du soutien de la régulation nationale pour jouer leur rôle de radios de proximité préservant le lien social dans les secteurs isolés.  
(Question n° 541-15.07.2002).

**JO n° 40 AN (Q) du 21 octobre 2002**

Réponses aux questions de :

- MM. Michel Liebgott, Jacques Péliard, Damien Alary, Philippe Rouault et André Flajolet, Mmes Bérengère Poletti et Nadine Morano sur les intentions du ministre sur deux points du projet de l'importante réforme de la loi du 3 janvier 1977 qui inquiètent les architectes quant aux conditions d'exercice de leur profession, notamment sur les missions qui leur sont purement spécifiques et sur les conditions de recours obligatoire à leurs services.  
(Questions n° 393-15.07.2002 ; 593-15.07.2002 ; 695-22.07.2002 ; 848-22.07.2002 ; 1379-05.08.2002 ; 2216-02.09.2002 ; 2532-09.09.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la position du ministre sur l'idée de création d'une chaîne de télévision d'information internationale en français, pour rivaliser avec la BBC ou CNN, à laquelle le Président de la République s'était déclaré favorable.  
(Question n° 780-22.07.2002).

- M. Thierry Mariani sur l'intention de l'Etat de s'impliquer dans la conservation du monastère du Saint-Sacrement de Bollène, dans le Vaucluse, en procédant à son inscription à l'inventaire des monuments historiques et en participant au financement des importants travaux nécessaires.  
(Question n° 1098-29.07.2002).

- M. Jean-Jacques Gaultier sur le projet de création du musée de la lutherie et de l'archèterie française de Mirecourt, chantier muséographique objet dès 1998 d'une acceptation de principe du ministère chargé de la culture, mais n'ayant à ce jour reçu aucun engagement notifié de subvention de la part du ministère ou de la DRAC.  
(Question n° 1642-12.08.2002).

- M. Jean-Marie Morisset sur le souhait des associations locales organisatrices de spectacles que les lourdes factures de droits d'auteur de la SACEM soient plus transparentes et que soient explicites les modalités de leur calcul afin d'en rendre le montant prévisible, et que les organisateurs de spectacle et les auteurs-compositeurs soient représentés au sein des

instances de la SACEM pour participer aux décisions de révision des taux des droits.  
(Question n° 1779-19.08.2002).

- M. Dominique Richard sur l'impact sur le jeune public de la projection dans les salles de cinéma de bandes-annonces de films inadaptées à leur âge et sur le moyen de l'éviter.  
(Question n° 2298-09.09.2002).

- M. François Grosdidier sur les résultats des travaux du Conseil supérieur des archives mis en place le 21 janvier 2002, les maires de France attendant ses directives pour l'archivage des documents communaux.  
(Question n° 2790-16.09.2002).

**JO n° 41 AN (Q) du 28 octobre 2002**

Réponses aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur les premières mesures qui seront prises pour remédier aux blocages réglementaire, administratif et financier du fonctionnement des musées dénoncé par le candidat Jacques Chirac lors de la campagne pour l'élection présidentielle.  
(Question n° 781-22.07.2002).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les modalités de la mise en œuvre du protocole de coopération interministérielle " les arts et la culture dans l'enseignement supérieur ", signé le 14 janvier 2002, tant au niveau des formations que des projets de recherche conjoints.  
(Question n° 2799-16.09.2002).

**SENAT****JO n° 33 S (Q) du 5 septembre 2002**

Réponses aux questions de :

- M. André Trillard sur une certaine inadaptation de la fixation par arrêté ministériel du nombre de conservateurs territoriaux du patrimoine, par collectivité et par spécialité, qui ne répond pas forcément aux besoins locaux.  
(Question n° 351-11.07.2002).

- M. Jean-Louis Masson sur l'espoir de la commune de Flévy (Lorraine) de voir mettre à l'étude, en réponse à sa demande, l'inscription à l'inventaire des monuments historiques du tombeau du docteur Friaque.  
(Question n° 547-11.07.2002).

- M. Daniel Hoeffel sur les faiblesses de la formation à la préservation du patrimoine culturel délivrée par le Centre des hautes études de Chaillot, en replis par rapport à l'Europe et aux régions, et sur l'opportunité de lui donner une orientation plus réaliste.  
(Question n° 982-25.07.2002).



- M. Joseph Kergueris sur l'inquiétude soulevée par l'avenir du financement des radios associatives locales, l'arrivée à échéance le 31 décembre 2002 du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), dans le contexte d'un dispositif transitoire d'extinction des taxes parafiscales prévu par la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002, n'ayant été compensée que par un dispositif provisoire organisé par décret..

(Question n° 1082-25.07.2002).

- M. André Vallet sur la légitimité que les bibliothèques privées, telles les 1300 bibliothèques de l'association "loi de 1901" reconnue d'utilité publique, Union nationale culture et bibliothèque pour tous, soient prises en compte dans la mise en place du prêt payé forfaitairement par l'Etat prévu par le projet de loi relatif au droit de prêt en bibliothèque.

(Question n° 1382-25.07.2002).

- M. René Trégouët sur le statut, le fonctionnement et le rôle de l'Institut national du patrimoine et de son encadrement.

(Question n° 1443-25.07.2002).

#### JO n° 34 S (Q) du 12 septembre 2002

Réponse à la question de :

- M. Jean-Louis Masson sur les raisons pour lesquelles l'église d'Ennery n'est pas encore classée monument historique et s'il est possible de remédier à cette carence étant donnée l'importance locale du bâtiment.

(Question n° 1047-25.07.2002).

#### JO n° 37 S (Q) du 3 octobre 2002

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'avancement du projet de réforme du financement des CAUE annoncé le 21 mars 2002 par le précédent Gouvernement en réponse à la question sénatoriale n° 36152, et notamment sur l'adoption par le nouveau Gouvernement de la suppression de la taxe départementale et de la création d'une taxe additionnelle à la taxe foncière envisagées précédemment.

(Questions n° 22-04.07.2002 ; 23-04.07.2002 ; 24-04.07.2002).

- M. Louis Souvet sur l'intention du Gouvernement de favoriser la création d'un loto du patrimoine à l'image de ceux qui existent en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne.

(Question n° 158-04.07.2002).

- M. Louis Souvet sur l'importance de doter le CSA de prérogatives supplémentaires (possibilité d'auto-saisine systématique, contrôle renforcé) pour permettre un meilleur contrôle des stations FM de radio véhiculant des propos racistes dans le contexte de la crise proche-orientale.

(Question n° 159-04.07.2002).

- M. Yann Gaillard sur la concurrence déloyale occasionnée par le développement des librairies électroniques sur internet pratiquant des rabais de 10 à 25% alors que la loi sur le prix unique du livre limite à 5% ceux que peuvent appliquer les petites librairies indépendantes françaises.

(Question n° 372-11.07.2002).

- M. Michel Moreigne sur les modalités d'attribution des commandes publiques de tissage de tapisseries par les lissiers d'Aubusson et notamment sur les projets de tissage de tapisseries ou de tapis envisagés (complément à la question n° 38257).

(Question n° 715-18.07.2002).

- M. Serge Mathieu sur l'état de la concrétisation des propositions du rapport présenté le 12 mars 2002 tendant au renforcement du contrôle des médias pour protéger les enfants de la violence et de la pornographie.

(Question n° 999-25.07.2002).

- M. René Trégouët sur l'état d'avancement des travaux de rénovation des jardins du château de Versailles depuis la tempête de 1999, et si les recettes de la fréquentation du château et de ses dépendances couvrent le coût de fonctionnement induit par l'administration du château..

(Question n° 1376-25.07.2002).

- M. Marcel Vidal sur le délai dans lequel seront publiés les décrets d'application sur la procédure d'agrément des cartes d'accès illimité au cinéma.

(Question n° 1479-01.08.2002).

- M. Marcel Vidal sur l'opportunité de saisir l'occasion de la crise de Canal + pour transformer le système français de financement du cinéma.

(Question n° 1480-01.08.2002).

- M. Yves Dauge sur les réformes prévues dans le secteur de l'architecture : avenir de l'architecture au sein du ministère chargé de la culture et éventuelle réorganisation de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA), confirmation du rattachement de l'Institut français d'architecture (IFA) à la Cité de l'architecture et du patrimoine au Palais de Chaillot et sur l'avancement du projet de loi modifiant la loi de 1977 sur l'architecture.

(Question n° 1663-01.08.2002).

- M. Marcel Vidal sur l'appréciation des conséquences économiques d'une baisse de la TVA sur les disques, tant pour l'industrie et que pour le commerce, et notamment quant à la prévention du piratage.

(Question n° 1667-01.08.2002).

#### JO n° 38 S (Q) du 10 octobre 2002

Réponse à la question de :

- M. Serge Mathieu sur les perspectives d'action du Conseil supérieur des archives, mis en place le

21 janvier 2002, dont les travaux sont attendus par les maires de France.

(Question n° 1770-08.08.2002).

#### **JO n° 39 S (Q) du 17 octobre 2002**

Réponses aux questions de :

- M. René Trégouët sur le rôle, l'effectif, le coût de fonctionnement de la commission du soutien financier à la production et à la préparation d'œuvres cinématographiques de courte durée, et sur le montant pour l'année 2001 du soutien financier en question.

(Question n° 1492-01.08.2002).

- M. Gérard Collomb sur l'intention du Gouvernement de créer un statut de créateur culturel salarié, puisque le Président de la République s'est prononcé en faveur de cette proposition.

(Question n° 1871-08.08.2002).

#### **JO n° 40 S (Q) du 24 octobre 2002**

Réponses aux questions de :

- M. Daniel Hoeffel sur les mesures qui permettraient d'améliorer les conditions d'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 sur l'archéologie préventive par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) dans les petites communes, notamment en assurant une meilleure transparence quant à la durée des fouilles et un allègement de leur financement.

(Question n° 181-04.07.2002).

- M. Serge Mathieu sur les échéances de la révision du projet du précédent gouvernement concernant la

télévision numérique terrestre (TNT) après la concertation du 7 juin 2002 avec le CSA.

(Question n° 998-25.07.2002).

- M. Jean-Louis Masson sur l'opportunité, comme demandé dans sa précédente question de janvier 2002 restée sans réponse, de classer monument historique l'église Saint-Jean de Valmunster, actuellement inscrite à l'inventaire, alors qu'elle comporte des éléments architecturaux des XI<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

(Question n° 1046-25.07.2002).

- M. Michel Doublet sur les modifications de l'organisation des missions et du financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) qui seront mises en œuvre, et sur les aménagements de la fiscalité qui peuvent être envisagés pour doter ces conseils de ressources pérennes.

(Question n° 2233-05.09.2002).

#### **JO n° 41 S (Q) du 31 octobre 2002**

Réponse aux questions de :

- M. Yann Gaillard et Mme Gisèle Printz sur les mesures qui seront prises pour apaiser les craintes des professionnels, artistes interprètes de la musique et de la danse, depuis les arrêtés des 17 avril et 11 juillet 2001 modifiant les modalités de l'examen du certificat d'aptitude de professeur de danse et de musique donnant accès aux postes d'enseignement artistique dans les écoles territoriales, puisqu'il n'existe plus d'épreuve permettant d'évaluer le niveau technique des candidats.

(Questions n° 458-11.07.2002 ; 936-18.07.2002).

**Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées depuis le mois d'octobre 2002 à des œuvres cinématographiques par le Ministre chargé de la culture.**

Titre, Visa, Editeur, Date de dérogation

LA CHUTE DU FAUCON NOIR ..... (Black Hawk Down)	104 247 .....	COLUMBIA TRISTAR HV .....	02/10/02
NID DE GUEPES .....	99 640 .....	PATHE VIDEO .....	02/10/02
E.T. L'EXTRATERRESTRE .....	56 129 .....	UNIVERSAL PICTURES VIDEO..	03/10/02
LA FAMILLE TENENBAUM ..... (The Royal Tenenbaums)	104 947 .....	BVHE .....	08/10/02
TERRE NEUVE (The shipping news) .....	104 859 .....	BVHE .....	08/10/02
AVALON .....	102 382 .....	STUDIOCANAL .....	09/10/02
BECASSINE, LE TRESOR VIKING .....	102 857 .....	STUDIOCANAL .....	09/10/02
GOSFORD PARK .....	104 827 .....	WILD SIDE VIDEO .....	09/10/02
LUCIA Y EL SEXO .....	103 636 .....	STUDIOCANAL .....	09/10/02
LA MAISON SUR L'OCEAN ..... (Life as a house)	104 805 .....	METROPOLITAN .....	09/10/02
RESIDENT EVIL .....	105 148 .....	METROPOLITAN .....	09/10/02
JIMMY NEUTRON, UN GARCON ..... GENIAL	104 635 .....	PARAMOUNT .....	10/10/02
PARLE AVEC ELLE (Hable con ella) .....	103 338 .....	PATHE VIDEO .....	16/10/02
LA SPAGNOLA .....	104 877 .....	UFG .....	16/10/02
LA PROPHETIE DES OMBRES ..... (Mothman Prophecies)	105 079 .....	M6 INTERACTIONS .....	17/10/02
A LA FOLIE PAS DU TOUT .....	103 056 .....	TF1 VIDEO .....	23/10/02
LE BOULET .....	101 330 .....	WARNER HV .....	23/10/02
NOUS ETIONS SOLDATS ..... (We were soldiers)	105 124 .....	STUDIOCANAL .....	23/10/02
RENCONTRES A MANHATTAN ..... (Sidewalks of New York)	104 784 .....	STUDIOCANAL .....	23/10/02
SOUS LE SILENCE (The Unsaid) .....	105 220 .....	TF1 VIDEO .....	23/10/02

3 ZEROS .....	101 563 .....	STUDIOCANAL .....	24/10/02
LA VIE PEU ORDINAIRE DE .....	103 370 .....	BLAQ OUT .....	30/10/02
DONA LINHARES (Me, You, Them)			
LA VENGEANCE DE MONTE CRISTO .	105 228 .....	BVHE .....	05/11/02
(The Count of Monte Cristo)			
BRIDGET .....	100 355 .....	ARTE France DVLPT .....	06/11/02
LA CIENAGA .....	103 859 .....	ARTE VIDEO .....	06/11/02
CROSSROADS .....	105 033 .....	PATHE VIDEO .....	06/11/02
PANIC ROOM .....	104 664 .....	COLUMBIA TRISTAR HV .....	06/11/02
ROI SCORPION (LE) (Scorpion King) .....	105 337 .....	UNIVERSAL .....	06/11/02
SAM JE SUIS SAM (I am Sam) .....	105 275 .....	METROPOLITAN FILMEXPORT	06/11/02
UN AMOUR A NEW YORK (Serendipity)	104 627 .....	TF1 VIDEO .....	06/11/02
UNE AFFAIRE PRIVEE .....	102 156 .....	TF1 VIDEO .....	06/11/02
LES PINGOUINS A LA RESCOUSSE .....	104 145 .....	FILMOFFICE .....	07/11/02
(Los Pintin Al Rescate)			
DARK SUMMER .....	105 338 .....	UFG .....	08/11/02
K-PAX, L'HOMME QUI VIENT DE .....	105 465 .....	UNIVERSAL .....	08/11/02
LOIN			
RIDERS .....	101 957 .....	M6 INTERACTIONS .....	08/11/02
L'ECHINE DU DIABLE .....	105 273 .....	STUDIOCANAL .....	13/11/02
(El Espinazo del Diablo)			
EMPRISE (Frailty) .....	104 208 .....	FILMOFFICE .....	15/11/02
HOLLYWOOD ENDING .....	105 419 .....	STUDIOCANAL .....	15/11/02
SEX TROUBLE (Tangled) .....	105 433 .....	M6 INTERACTIONS .....	15/11/02
1943, L'ULTIME REVOLTE (Uprising) .....	105 490 .....	WARNER HV .....	19/11/02
KATE & LEOPOLD .....	105 104 .....	TF1 VIDEO	20/11/02
SHOWTIME .....	104 991 .....	WARNER HV .....	20/11/02
STAR WARS EPISODE II: L'ATTAQUE..	105 072 .....	FOX PATHE EUROPA .....	20/11/02
DES CLONES			
THE MAJESTIC .....	104 685 .....	WARNER HV .....	20/11/02

LE VOYAGE DE CHIHIRO ..... 104 801 ..... BVHE ..... 20/11/02  
(Sen to Chihiro no Kamikakushi)

BONES ..... 105 401 ..... METROPOLITAN FILMEXPORT 22/11/02

L'INTRUS (Domestic Disturbance) ..... 104 689 ..... PARAMOUNT ..... 22/11/02

AND NOW... LADIES AND ..... 102 313 ..... M6 INTERACTIONS ..... 29/11/02  
GENTLEMEN

SEX ACADEMY ..... 104 663 ..... COLUMBIA TRISTAR HV ..... 29/11/02  
(Not Another Teen Movie)

---

---





### Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Adresse complète :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 18,29€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3, rue de Valois, 75001 Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.